

*Questions orales***LA SITUATION DE LA FEMME****LA DOTATION DU MINISTÈRE**

**M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway):** Monsieur le Président, ce matin, des représentants du Comité national d'action sur la situation de la femme étaient ici pour exercer des pressions auprès des différents partis politiques. J'emploie l'expression «exercer des pressions» dans son sens positif. C'est ainsi qu'elles nous ont posé de difficiles questions sur un certain nombre de dossiers politiques concernant les femmes. Leur mot d'ordre cette année est: les femmes dans l'économie.

Cependant, personne n'a posé de questions ce matin sur le ministère de l'Énergie, peut-être parce que pour la première fois au Canada, une femme en est le titulaire, chose qui nous réjouit tous. Cependant, j'ai profité de l'heure du dîner pour me renseigner sur ce qui se passait dans ce ministère et voici ce que j'ai découvert: le sous-ministre est M. Paul Tellier; le sous-ministre associé, M. Pierre Perron; l'administrateur de l'Encouragement du secteur pétrolier, M. Lazar; l'administrateur du Pétrole et du gaz des terres du Canada, M. Tashereau. On compte trois sous-ministres adjoints principaux et devinez qui ils sont, monsieur le Président? Tous des hommes: M. Reiner Hollbach, à la Conservation, M. Len Good, à l'Analyse des politiques et M. Roland Priddle, au Secteur pétrolier.

On compte aussi cinq sous-ministres adjoints: aux Ressources humaines, M. J. Ranger, aux Finances, M. Mensforth; à la Politique minérale, M. Hutchinson; à la Recherche et à la technologie, M. Whitham et aux Sciences de la terre, M. W. Hutchison.

Ô ironie, dans un ministère dont le titulaire est une femme, tous les hauts fonctionnaires sont des hommes. Naturellement, il en est de même dans l'industrie pétrolière à une ou deux exceptions près, à Petro-Canada y compris.

J'ai prévenu Pat que je souleverais de nouveau la question l'an prochain . . .

**M. le Président:** Je regrette d'interrompre le député de la Colombie-Britannique, mais son temps de parole est terminé.

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**L'INDUSTRIE****LA SOCIÉTÉ MITEL—LE RACHAT PAR BRITISH TELECOM**

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Le ministre n'ignore pas que, cette fin de semaine, de nombreux Canadiens ont manifesté de sérieuses inquiétudes à cause du rachat de plusieurs entreprises canadiennes appartenant au secteur de la technologie de pointe. L'affaire la plus préoccupante est l'offre de rachat de la société Mitel par British Telecom, d'autant plus que la compagnie Mitel a reçu pour plus de 35 millions de dollars de subventions fédérales jusqu'à présent, en échange desquelles elle s'est engagée à maintenir à un niveau élevé la recherche et le développement, la création d'emplois et la fabrication de matériel au Canada.

Quand la demande sera analysée en vertu de la loi sur l'AEIE, le ministre fera-t-il le nécessaire pour que soient maintenues les conditions imposées en 1981 et 1982, que nous continuions à exiger des garanties en ce qui concerne la recherche et les emplois au Canada, et que Mitel conserve son rôle de chef de file dans le secteur des télécommunications?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je peux bien sûr donner au député cette assurance. Je suis convaincu que lui-même et d'autres députés se réjouiront d'apprendre que le conseil d'administration de British Telecom a approuvé ce matin l'objet de la transaction, laquelle consiste à racheter environ 51 p. 100 des actions de Mitel en circulation, ce qui permettra d'injecter pour environ 330 millions de dollars de nouveaux capitaux propres dans la société.

Les dirigeants de Mitel m'ont assuré ce matin qu'il n'était absolument pas question de transférer à l'étranger la technologie ou une partie des avoirs qui se trouvent actuellement au Canada. En fait, Mitel deviendra la principale usine internationale de British Telecom.

**L'INVESTISSEMENT DU CANADA DANS LA TECHNOLOGIE**

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, je trouve extrêmement curieux que le ministre responsable du développement industriel du Canada se réjouisse ouvertement de voir le Canada perdre le contrôle d'une importante entreprise canadienne de haute technologie au profit d'une compagnie étrangère.

Il importe, à mon avis, de souligner une anomalie. Une des principales compagnies canadiennes dans le secteur de la technologie de pointe, Bell Canada, est prête à dépenser 1.5 milliard de dollars pour acheter une société pétrolière, mais aucune compagnie canadienne ne semble vouloir acheter nos propres entreprises de télécommunications. Quels plans et quelle politique le ministre a-t-il en réserve pour encourager les investissements canadiens dans le secteur de la technologie de pointe et des télécommunications? Pouvons-nous nous attendre à voir dans le budget du 23 mai des mesures très concrètes qui inciteront les investisseurs canadiens à investir dans l'industrie canadienne au lieu de laisser la place aux étrangers, ce qui semble être pour le moment la politique du ministre?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Je tiens à dire une fois de plus, monsieur le Président, que je m'attendais à ce que le député et ses collègues se réjouissent d'apprendre que Mitel allait recevoir des capitaux frais, vu que la société éprouvait des difficultés financières depuis quelques mois et même quelques années. Ses actions sont tombées de \$48 à \$6. Elle a perdu de l'argent et il lui devenait extrêmement difficile de se tirer d'affaire avec les dettes qu'elle a accumulées.

● (1420)

La compagnie va recevoir cette injection de capital sans qu'on envisage de supprimer une partie des 5,000 emplois de l'entreprise, dont la moitié se trouvent au Canada. Il s'agit donc de combiner la technologie canadienne avec des capitaux frais pour créer une nouvelle entité internationale de fabrication qui sera chapeautée par British Telecom.